

Un soldat des Forces démocratiques syriennes est posté près de la prison de Ghwayran, à Hassaké dans le nord-est de la Syrie, le 25 janvier. Cinq jours après l'offensive du groupe Etat islamique pour faire évader ses prisonniers. © AFP



La Belgique cherche à localiser quatre djihadistes de l'Etat islamique qui étaient emprisonnés dans la prison du nord-est de la Syrie, attaquée le 20 janvier par le groupe terroriste. Toujours en prison ? Evadés ou morts ? Leur statut est flou à cette heure.

LOUIS COLART

Quatre combattants terroristes d'origine belge étaient détenus dans la prison de Hassaké, au nord-est de la Syrie, lorsqu'elle a été attaquée le 20 janvier dernier par le groupe Etat islamique, ont confirmé au *Soir* le parquet fédéral et l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (Ocam). Ces quatre individus font partie de la douzaine de FTF (*Foreign terrorist fighters* - combattants terroristes à l'étranger) emprisonnés par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dans la région semi-autonome du Rojava. « On attend toujours des informations fiables et confirmées de nos partenaires belges et étrangers sur le statut de ces quatre hommes », précise l'Ocam. « C'est une zone de guerre, donc analyser les informations prend du temps. »

Ces quatre terroristes sont donc activement recherchés par la Belgique, qui craint qu'ils ne fassent partie des combattants qui ont pu s'échapper de la prison du quartier de Ghwayran, au sud de la ville d'Hassaké. Cette prison comptait entre 3.500 et 5.000 combattants du groupe Etat islamique avant l'attaque, issus de plus de vingt pays. Deux semaines et demie après l'attaque coordonnée de la prison, la plus grande opération de Daesh depuis la chute de son « califat », les FDS demeurent très mystérieuses sur le nombre d'évasions.

Selon un reportage du *Wall Street Journal* publié lundi, l'attaque aurait fait près de 500 morts de part et d'autre. Ces jours-ci, les forces kurdes avec la coalition internationale continuent à quadriller la ville de Hassaké et à capturer des prisonniers évadés, cachés dans les maisons aux alentours. Les FDS ont communiqué sur la mort de

Incertitude autour de quatre combattants d'origine belge

374 membres de Daesh et la recapture de 1.100 prisonniers.

Que deviennent les quatre FTF d'origine belge ? L'Ocam et le parquet fédéral se refusent à tout pronostic hasardeux. L'Ocam précise que les informations sont en cours d'analyse et que la tâche n'est pas aisée. L'Organe ne communique pas non plus sur le profil de ces hommes, si ce n'est que trois sont de nationalité belge. Le quatrième est donc probablement suivi comme FTF car il était parti en Syrie depuis notre pays. Le gouvernement fédéral se refuse pour l'instant à tout commentaire.

Démonstration de force de Daesh

Selon nos informations, la Belgique compte une douzaine de combattants terroristes dans les différentes prisons du nord-est de la Syrie. Le pays, comme la plupart des Etats européens, ne prévoit pas de rapatrier ses ressortissants masculins, les laissant dans un vide juridique qui inquiète plusieurs responsables judiciaires et sécuritaires, au milieu d'une zone de guerre où l'influence de Daesh demeure nuisible.

L'attaque de la prison de Ghwayran est un rappel de la puissance de frappe

du groupe Etat islamique en Syrie, qui repose sur une constellation de cellules dormantes. La prison a été attaquée le 20 janvier dernier par des équipes coordonnées sur tout le territoire syrien, avec trois voitures piégées lancées contre les portes du complexe pénitencier pendant que les détenus provoquaient une émeute dans l'enceinte, avant de finalement prendre le contrôle de la prison, de s'emparer d'armes et de sortir dans les quartiers proches pour tenir un siège d'une semaine. La propagande de Daesh a érigé cette attaque en éclatante victoire. « Dès le moment où les djihadistes ont pu faire durer les combats plus d'un jour, leur coup est réussi », analysait pour nous fin janvier le journaliste et spécialiste des mouvements djihadistes Wassim Nasr. « Même s'ils meurent jusqu'au dernier. Ils ont réussi à frapper, à casser les murs de la prison, à en sortir et même à diffuser des images tournées depuis l'intérieur de la prison. » Cette offensive était la dernière commandée par le deuxième chef de Daesh, Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurayshi, mort à l'issue d'un assaut américain la semaine dernière dans la région d'Idlib.

Coup de filet sur la scène anversoise

Pendant que les autorités s'interrogent sur la localisation de FTF belges au Moyen-Orient (lire par ailleurs), le parquet fédéral annonce également un coup file sur la scène djihadiste anversoise. Ce mardi matin, celui-ci a effectivement orchestré l'arrestation de 13 individus au terme de multiples perquisitions menées dans la métropole portuaire – et plus spécifiquement dans les quartiers de Borgerhout, Hoboken et Borsbeek, selon la presse locale. L'opération aurait ainsi mobilisé plus de cent policiers de la Police judiciaire fédérale (PJF). En ligne de mire, « un groupe anversoise [qui] semble se développer au sein de la mouvance salafiste djihadiste. Le but de cette action était de mieux cerner les activités de ce groupe », fait savoir le parquet fédéral, en se restreignant pour l'heure à ces menus détails. Selon le quotidien local *Gazet Van Antwerpen*, les personnes concernées se seraient notamment livrées à de la propagande en ligne sur les réseaux sociaux. L'une des personnes arrêtées serait également connue pour avoir tenté de se rendre en Syrie en 2015, selon le même média. A ce stade, ni le parquet d'Anvers ni le parquet fédéral ne confirment toutefois ces informations. Les personnes arrêtées devaient comparaître ce mardi devant un juge d'instruction. Pour l'heure, il n'a pas encore été précisé si certaines d'entre elles avaient été placées sous mandat d'arrêt. A.S.E

PODCAST



Des terroristes d'origine belge se sont-ils échappés d'une prison syrienne ?

Retrouvez les explications de Louis Colart dans un podcast de Pierre Fagnart.

en Syrie et en Irak Ces djihadistes européens dont personne ne veut

ANALYSE

PAULINE HOFMANN

Ce n'est pas faute d'avoir prévenu. Depuis des années, les autorités de la région semi-autonome du Rojava en Syrie alertent : gérer les djihadistes étrangers incarcérés dans leurs prisons est un fardeau lourd. Et périlleux. L'attaque et l'évasion massive d'une prison de la ville d'Hassaké en ont été la preuve.

Entre 3.500 et 5.000 djihadistes s'y trouvaient quand le groupe Etat islamique a lancé son assaut. Dont des combattants belges (une minorité).

Les Forces démocratiques syriennes, qui contrôlent le nord-est de la Syrie, et leur bras politique, le Conseil démocratique syrien, réclament depuis plusieurs mois des financements pour sécuriser ces prisons. En 2020, un rapport de l'Institut Egmont parlait de « centaines » de combattants européens en

Syrie. « Ils sont si dangereux », plaidait en septembre un représentant du CDS. « C'est un fardeau que l'administration [autonome] doit assumer. Personne d'autre. » La région du Rojava est en plus coincée entre les bombardements turcs et la pression du régime el-Assad.

Depuis la débâcle de Daesh en 2017, les pays de l'UE ne se pressent pas pour rapatrier leurs djihadistes, venus par milliers gonfler les rangs du groupe Etat islamique. Si des femmes et des enfants ont été ramenés au cas par cas, les hommes ex-combattants restent dans les geôles. Selon une source européenne, aucune discussion sur la question n'a eu lieu depuis l'été passé au niveau européen. « C'est très cynique. Des fonds européens vont à des projets en Azerbaïdjan pour soutenir un pays qui reprend ses combattants. Mais les pays européens ne le font pas eux-mêmes », pointe l'eurodéputée Hannah Neumann (Verts/EFA).

Voir revenir des profils djihadistes sur le sol européen pose d'immenses défis sécuritaires. Tout comme les laisser croupir dans ces prisons. « Si l'on part du principe qu'ils sortiront dans quelques années, les laisser dans ces conditions est sans doute le pire scénario possible », plaident dès 2020 les chercheurs belges Rik Coolsaet et Thomas Renard, de l'Institut Egmont. Il faut se souvenir de Camp Bucca. Dans cette prison en Irak, des milliers de djihadistes avaient été emprisonnés après l'invasion américaine en 2003, créant une spirale de radicalisation. Parmi les détenus : l'ancien émir de Daesh Abu Bakr Al-Baghdadi.

« Pas de stratégie de rapatriement »

« Les choses sont compliquées. Ce ne sont sûrement pas des gens bien. Ils ont, au moins pour certains, probablement commis d'énormes violations des droits de l'homme. Mais ce sont des citoyens

de nos pays. Ils sont donc sous notre responsabilité. Et nous ne pouvons pas simplement détourner le regard », plaide Hannah Neumann, une des rares voix en faveur d'un rapatriement. Quant au gouvernement belge, il « n'a pas de stratégie de rapatriement des *foreign terrorists fighters* (combattants terroristes étrangers, NDLR), hommes adultes. La position belge est que ces hommes doivent être jugés dans les pays où ils séjournent », indique le cabinet du Premier ministre. Dans une chronique publiée dans *Le Soir*, trois juristes soulignaient que « des doutes subsistent (...) quant aux conditions dans lesquelles se dérouleraient ces procès (droits de la défense, récolte des preuves ou encore peines encourues) ». Légalement, rien n'oblige la Belgique à venir en aide à ces ressortissants. Mais le plus grand obstacle est l'opinion publique d'un pays qui a payé un immense tribut dans les attentats de Maelbeek et Zaventem.